ARRÊTÉ PORTANT AUGMENTATION DU MINIMUM DE TRAITEMENT INDICIAIRE AU 1er OCTOBRE 2021

**De Monsieur *(ou Madame) … (Grade)***

***Concerne uniquement les agents qui ont un indice majoré inférieur à 340***

Le Maire (*ou le Président*) de …

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation et notamment son article 8 ;

Vu le décret n° 2021-1270 du 29 septembre 2021 portant relèvement du minimum de traitement dans la fonction publique ;

Considérant la dernière situation de M……………………….. ……………………. (préciser le grade), au …..ème échelon, I.B. ……… , I.M…….. avec un reliquat d’ancienneté de …………………….., à compter du ……………..

Considérant qu’il convient de revaloriser M…………….. à compter du 1er octobre 2021,

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

A compter du 1er octobre 2021, Monsieur *(ou Madame)* ..., … *(grade)* au … ème échelon, **est rémunéré*(e)* sur la base du minimum de traitement fixé à l’indice majoré 340 (IM).**

La carrière de l’intéressé*(e)* n’est pas modifiée et il *(ou elle)* conservera le bénéfice de ce minimum de traitement, jusqu'au jour où il *(ou elle)* bénéficiera dans son grade d'un traitement au moins égal.

**Article 2 :**

Le Directeur Général des Servicesest chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur *(ou Madame)*...

**Article 3 :**

Le Maire *(ou le Président)* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Besançon dans un délai de deux mois, à compter de la présente notification.

**Article 4**:

Ampliation du présent arrêté sera transmise au Président du Centre de Gestion du Jura et au comptable de la collectivité.

Notifié à l'agent le : Fait à ..., le ..(date et signature)

Le Maire *(ou le Président)*,